

# JEREMY CORBYN

## LE TRAVAILLISME DES IMBÉCILES

Par Jeremy Stubbs

**Au Royaume-Uni comme ailleurs, le nouvel antisémite est d'extrême gauche et se proclame l'ami de tous les musulmans. Face à cette vague judéophobe, le chef du Parti travailliste Jeremy Corbyn fait preuve d'une indulgence coupable.**

**C**ette année, nous ne fêtons pas seulement le cinquantenaire des simagrées du Quartier latin, mais aussi celui de la publication d'un roman marquant du grand écrivain et militant « anglo-juif », Emanuel Litvinoff<sup>1</sup>. *The Man Next Door*<sup>2</sup> (« L'homme d'à côté ») dresse le portrait de l'antisémite typique de cette époque – celle du *swinging London* – dans toute sa splendeur pathologique. Blanc, conservateur, nostalgie de l'empire perdu, ce petit-bourgeois raté projette sa médiocrité, sa haine et jusqu'à son insuffisance sexuelle sur son nouveau voisin, un juif originaire du quartier pauvre de l'est de Londres (le fameux et malfamé East End) dont l'installation dans une banlieue paisible, plutôt chic, a été rendue possible par sa réussite dans le commerce des fourrures. Aujourd'hui, ce portrait classique a perdu de son actualité. L'antisémite de notre époque est plutôt d'extrême gauche et se proclame l'ami de tous les musulmans, depuis les habitants des banlieues de nos villes occidentales, victimes du racisme des méchants Blancs, jusqu'aux islamistes présentés comme de braves soldats anticoloniaux, en passant par les Palestiniens qui – quels que soient leurs griefs véritables – sont instrumentalisés dans une lutte manichéenne contre le capitalisme. Ce nouvel antisémite ne connaît pas la honte, se croyant totalement justifié sur le plan moral, et, au Royaume-Uni, s'abrite au sein des mouvements

de l'ultra-gauche qui soutiennent le leader actuel du Parti travailliste, Jeremy Corbyn, dont l'indulgence relative semble bon gré mal gré cautionner les délires judéophobes les moins excusables.

La triste saga commence en 2016 lorsqu'un certain nombre d'incidents, y compris des remarques controversées sur l'Holocauste par Ken Livingstone, ancien maire travailliste de Londres et doyen de la gauche dure, lèvent le voile sur une sous-culture franchement antisémite, non pas parmi les parlementaires travaillistes, mais au niveau de certains adhérents et groupuscules qui font partie intégrante du socle de M. Corbyn<sup>3</sup>. À partir de ce moment, tous les efforts de celui-ci pour mettre fin à cette histoire n'ont pour effet que de la relancer de plus belle. En avril 2016, il constitue une commission d'enquête interne qui conclut en juin qu'il n'y a pas vraiment de problème antisémite au sein du parti. Pas plus tard que le mois de juillet suivant, celle qui a présidé à cette commission, une avocate de renom, Shami Chakrabarti, est récompensée par M. Corbyn d'un siège à la Chambre des lords. À l'occasion de la présentation publique du rapport, M. Corbyn compare implicitement les actions d'Israël à celles de l'État islamique, tandis qu'un de ses militants antiracistes accuse publiquement une députée travailliste, Ruth Smeeth, d'origine juive, d'être un agent des médias de droite, pro-Israël et anti-Corbyn. Depuis, la succession des incidents et des révélations ne tarit pas. En 2018, du mois de mars aux vacances d'été, le rythme s'accélère, entre découvertes de posts et de tweets haineux et négationnistes sur des forums pro-Corbyn, suspensions ou expulsions d'adhérents du parti, et révélations sur les accointances du leader travailliste avec les complotistes et les terroristes propalestiniens les moins fréquentables. Pour atteindre finalement un paroxysme inimaginable dans un pays civilisé et qui risque de détruire le Labour.

Choisissons quelques épisodes éclairants. Le vendredi 23 mars, on déterre un post Facebook de M. Corbyn, datant de 2012, dans lequel il console l'artiste américain, Mear One, qui vient de voir son mural, *Free-* →



Jeremy Corbyn assiste à la présentation des résultats de la commission d'enquête du Parti travailliste sur l'antisémitisme, Londres, 30 juin 2016.

*dom for Humanity* (« Liberté pour l'humanité »), effacé par la municipalité dans un quartier de l'East End de Londres (voir l'image). Celui qui qualifie le Hamas et le Hezbollah d'« amis » assure qu'il est en bonne compagnie, puisque Nelson Rockefeller a détruit une fresque révolutionnaire de Diego Rivera en 1934. Or, ce qui dans le mural de Mear One n'échappe à personne en 2018, ce qui saute aux yeux, c'est le recours à une imagerie antisémite et conspirationniste classique. Géné, M. Corbyn regrette de ne pas avoir « regardé l'image de plus près ». Cette capacité à ne pas être trop regardant quand il s'agit de judéophobie provoque une réaction immédiate : le lundi suivant, des manifestants, dont des députés travaillistes, se rassemblent devant le Parlement pour protester contre l'antisémitisme sous le slogan « *Enough is enough* » (« Ça suffit ! »). Et le 10 avril, le Labour Party d'Israël de suspendre ses relations historiques avec le Labour Party britannique...

Le 17 avril, la Chambre des communes est, pour la première fois de son histoire, le théâtre d'un débat sur l'antisémitisme. Parmi les témoignages de députés, trois – tous travaillistes – suscitent un émoi considérable, deux d'entre eux étant même ovationnés, fait rare au Parlement. Ruth Smeeth donne un échantillon de la campagne d'insultes et d'intimidation plus que répugnante dont elle est victime. Sa collègue, Luciana Berger, également juive, évoque les milliers de messages antisémites qu'elle a reçus – depuis qu'elle a pris la parole à la manifestation du 26 mars, elle est accusée d'être une traîtresse par des militants utilisant le hashtag #jc4pm (Jeremy Corbyn Premier ministre). Une injure fréquente est « *zio* », l'abréviation de « *zionist* », souvent accolé à « *nazi* ». John Mann, qui n'est pas juif mais qui préside le Groupe parlementaire multipartite sur l'antisémitisme depuis 2005, raconte les menaces de mort ou de viol reçues par les membres de sa famille et provenant, selon lui, de marxistes. Travailliste centriste, il s'est toujours opposé au leadership de M. Corbyn...

Sous la pression des événements, celui-ci invite des représentants des communautés juives à discuter dans son bureau des Communes, le 24 avril. Ses propositions sont jugées « *insuffisantes* » par ses invités, de plus en plus inquiets de la situation. Le lendemain, la députée Ruth Smeeth se rend à l'audience disciplinaire du militant qui l'avait traité d'agent double en 2016. Elle est escortée par une garde protectrice formée d'une quarantaine de députés travaillistes, juifs et non juifs, tandis que des manifestants d'extrême gauche crient à une campagne de dénigrement contre Jeremy Corbyn. Le militant en question sera enfin expulsé du parti deux jours plus tard. Ken Livingstone, toujours en attente d'un jugement après deux ans de suspension, démissionnera, lui, le 21 mai.

Le comité directeur du parti tentera de reprendre l'initiative en approuvant un « Code de conduite sur l'antisémitisme », mais la tentative tourne court début juillet quand le texte attire les critiques les plus véhémentes de la part des députés travaillistes et de la communauté juive. Le 16 juillet, 68 rabbins publient une lettre ouverte pour faire part de leurs objections. L'enjeu de cette polémique est la définition de l'antisémitisme proposée par l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste, organisation créée par la Suède en 1998, qui regroupe 31 pays membres (dont la France et le Royaume-Uni) et 11 pays associés. Sa « *définition de travail* » comporte une déclaration générale en une phrase, assez vague, et 11 exemples d'antisémitisme qui la concrétisent et apportent de la substance. L'ensemble a été adopté officiellement par de nombreux pays et institutions (dont le Royaume-Uni et le Parlement européen, mais pas la France). Or, en incorporant l'ensemble dans leur code de conduite, les corbynistes ont apporté des modifications significatives. Quatre des 11 exemples sont noyés dans des qualifications et des gloses qui réduisent drastiquement leur acuité et leur force.

Que disent les quatre exemples ? Accuser des juifs d'être plus fidèles à Israël qu'à leur propre nation ; prétendre que l'existence d'Israël en tant qu'État représente une initiative raciste ; exiger un plus haut niveau de comportement éthique de la part d'Israël que de la part de toute autre nation ; comparer les politiques actuelles du gouvernement israélien à celles des nazis. Ces formulations préservent à raison le droit de critiquer Israël, mais leur reformulation par M. Corbyn et ses alliés est un signal manifeste pour leurs militants les plus extrémistes : notre indulgence à votre égard est intacte. Le 17 juillet, Margaret Hodge, ex-ministre de Tony Blair, juive, affronte le leader de son parti dans les couloirs du Parlement : « *Tu es un raciste et un antisémite.* »

Comment expliquer ce lien indéfectible entre l'extrême gauche britannique et la judéophobie ? Certes, la vieille association entre juifs et capitalistes, donc entre anti-capitalisme et antisémitisme, est toujours à l'œuvre. Certes, la cause palestinienne, revue et corrigée par le marxisme, constitue toujours le fer de lance de l'anticolonialisme. Mais cette indulgence envers l'antisémitisme est indissociable d'une mansuétude extraordinaire envers l'extrémisme islamiste. La réponse à notre question est mathématique. Les posts datant de 2017 d'un officier municipal travailliste, depuis suspendu, sont parlants : d'un côté, Netanyahu = Hitler ; de l'autre, l'Occident est responsable pour les attentats islamistes qu'il subit. Le message implicite pour les électeurs musulmans est clair : nous sommes de votre côté, car, si critiquer l'islam est toujours raciste, critiquer les juifs ne l'est jamais. Avec M. Corbyn, l'extrême gauche n'a jamais été si proche du pouvoir, mais elle a besoin de voix.



**Freedom for Humanity, fresque murale de l'artiste américain Mear One, dont Jeremy Corbyn avait pris la défense.**

Elle espère les récolter auprès des communautés musulmanes du Royaume-Uni, ainsi que chez les jeunes « antiracistes ». Selon ce calcul, il y a plus de votes musulmans à gagner que de votes juifs à perdre. Ce qui empire la situation, c'est que, en faisant le sacrifice cynique des juifs, l'extrême gauche fournit des armes à l'extrême droite islamophobe. Car l'islamophobie est en marche. Le UKIP, qui remonte actuellement dans les sondages, a été relooké par son nouveau leader, Gerard Batten, sous une forme antimusulmane virulente.

À Rotherham, dans le Yorkshire, entre 1997 et 2011, à peu près 1 400 filles pubescentes ont été dressées par un réseau d'hommes pour satisfaire sexuellement les besoins de ces derniers. Les victimes étaient toutes des Blanches vulnérables, les criminels des Anglais d'origine pakistanaise. Des réseaux analogues ont été découverts dans d'autres villes. En août 2017, la députée travailliste de Rotherham, Sarah Champion, a attiré l'attention publiquement sur les origines culturelles de ce modèle très précis d'exploitation<sup>4</sup>. Le résultat ? Un esclandre à gauche : elle s'était rendue coupable de racisme « à une échelle industrielle ». Elle a dû démissionner de son poste dans le cabinet fantôme.

Encore aujourd'hui, elle est l'objet de tellement de menaces de mort qu'elle a besoin d'une protection policière. C'est une véritable aubaine pour l'extrême droite islamophobe, Batten n'hésitant pas à attiser les haines en imputant publiquement ces mêmes crimes au Prophète lui-même.

En somme, quand l'extrême gauche essaie, au nom de l'antiracisme, d'étouffer le débat autour de ce type de scandale, elle joue le jeu de l'extrême droite qui ne demande qu'à y voir la preuve d'un prétendu complot musulman contre la nation. L'extrême droite à son tour joue le jeu des islamistes qui ne demandent qu'à voir les tensions entre musulmans et non-musulmans s'exacerber dans les pays occidentaux. Dans cet engrenage, les citoyens juifs sont les premiers boucs émissaires et l'antisémitisme le pivot qui fait tourner le mécanisme. D'où l'urgence absolue de nettoyer les écuries d'Augias du Labour. Pourtant, M. Corbyn, adoptant une posture réactive plutôt que proactive, se contente de présenter des excuses et de se proclamer l'ennemi de tous les racismes, sans rompre nettement avec un passé et des appuis qui n'ont pas du tout leur place dans un parti politique de gouvernement. Dernier reproche en date : en Tunisie, en 2014, M. Corbyn se serait recueilli sur les tombes, entre autres, des terroristes responsables des massacres de Munich de 1972.

Jeune auteur prometteur, Emanuel Litvinoff admirait le doyen des poètes anglophones, Thomas Stearns Eliot. Mais quand, après la Seconde Guerre mondiale, celui-ci laisse réimprimer d'anciens textes comportant des remarques antisémites, Litvinoff compose un poème vitupérant qu'il s'appête à lire un jour de 1951 devant le gratin littéraire et artistique de Londres. Juste avant qu'il ne se lève, on l'informe qu'Eliot lui-même vient d'entrer dans l'auditorium. Litvinoff hésite une seconde : sa cible est un grand poète, très influent de surcroît. Il y va quand même, soulevant un tollé d'indignation. Mais quand on interroge Eliot lui-même, il répond : « *C'est un très beau poème.* » Rien de beau ne sortira de la bouche de Jeremy Corbyn. Il n'a pas le courage de se couper de ses supporters d'extrême gauche aussi gênants qu'indispensables. Pourtant le seul, le véritable antidote au racisme n'est pas une idéologie antiraciste quelle qu'elle soit : c'est le courage. •

1. En anglais, on dit *Anglo-Jewish*. Litvinoff (1915-2011) a été poète, romancier, dramaturge et militant des droits de l'homme. Ses œuvres les plus connues sont *The Lost Europeans* (1960), *Journey through a Small Planet* (1972), la trilogie *Faces of Terror* (1973-1978) et *Falls the Shadow* (1983).

2. Hodder & Stoughton, 1968.

3. Voir Jeremy Stubbs, « Antisémitisme : quelque chose de pourri au Royaume-Uni », *Causeur*, juin 2016.

4. En anglais, *sexual grooming*, littéralement « toilette sexuelle ».